

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

Sous ce titre, le Socialiste commencera, dès son prochain numéro, une série de portraits et de biographies des principaux chefs du mouvement ouvrier, en Allemagne, en Angleterre, en Danemark, en Belgique, en Suisse, en Autriche-Hongrie, en Hollande, en Espagne, en Italie et aux Etats-Unis.

Ce sera, sous une forme vivante et anecdotique, l'histoire de l'organisation et des luttes du prolétariat des Deux-Mondes, depuis l'avènement du socialisme scientifique.

M. GOBLET ET M. ZOLA

M. Goblet, placé au ministère de l'intérieur, pour défendre les intérêts capitalistes, interdit la représentation de *Germinal*, qu'il juge de nature à les compromettre.

M. Zola, l'écrivain d'une célébrité européenne, sous une pluie battante, se jette dans un fiacre : et fouette cocher; au ministère! Par trois fois, la pluie battant toujours, il rend visite à M. Goblet; par trois fois, le cocher, mouillé jusqu'à la peau, dépose au ministère M. Zola, sans une goutte de pluie, ni une tache de boue.

M. Zola accède à tout ce que demande le ministre : — « Ce passage a une vague saveur de socialisme, je le raye, et celui-ci, et cet autre encore. Etes-vous satisfait? »

M. Goblet, branle négativement la tête. M. Zola plaide les circonstances atténuantes : « Dans toutes les grèves de mineurs, les pantalons rouges canarient les ouvriers, tout le monde sait ça : cependant moi qui suis réaliste, documentaire, je passe sous silence cette vaillante intervention de notre noble armée, notre orgueil et notre espoir. Je remplace les soldats par des gendarmes. — La gendarmerie, ridiculisée dans *Geneviève de Brabant* et autres pièces dévergondées et frondeuses, est pour vous un corps estimable, dont il faut enseigner le respect. Remplaçons Pandore par le sergot. Vous n'êtes pas encore content : La police, m'objectez-vous est une des plus utiles institutions sociales; elle protège mes rentes, à moi Zola, aussi bien que celles de Messieurs Chagot, Schneider, Audiffret-Pasquier. Vous avez dû remarquer que je ne mentionne pas une seule fois les noms de ces riches actionnaires, c'est une petite entorse donnée à mes principes documentaires... Je suis de votre avis, ne compromettons pas la police. Il me faut cependant des coups de fusils, tirons-les dans la coulisse, cela sera suffisant pour sauver le réalisme de la pièce. Maintenant *Germinal* est aussi innocent que le *Maître de Forges*, vous allez m'accorder la permission de...

« Non; on ne jouera pas *Germinal*, répond M. Goblet. »

M. Zola, vous avez fait fausse route; vivant avec des personnages imaginaires, vous ignorez les réalités de la vie. — Vous avez cru que M. Goblet, petit avocat, bombardé ministre, n'avait pas pour les artistes et les gens de lettres le souverain mépris des grands seigneurs de l'ancien régime, qui les enrôlaient dans leur domesticité. Vous avez cru qu'étant bourgeois, comme vous, vous pourriez aisément vous entendre avec lui, puisque vous étiez décidé à lui passer tous ses caprices, à sacrifier vos principes réalistes, à décapiter votre pièce, en l'intitulant *Pitié!* au lieu de *Germinal*, à étouffer les quelques sentiments socialistes qu'avait fait naître dans votre cœur la vue de la misère sans espoir des mineurs. — Vous vous êtes trompé. — Les seigneurs du coton et du charbon de terre, les ministres et les bureaucrates sont si habitués à voir les gens de lettres et les artistes courber l'échine devant leur majesté, qu'ils nourrissent pour eux les sentiments des Pourcèaunac de Louis XIV.

Il fallait parler autrement à M. Goblet. Les négociations peuvent être renouées, mon conseil pourra vous être de quelque utilité.

Le *Citoyen*, journal socialiste, où trois d'entre nous collaboraient, eut l'idée d'organiser une loterie d'un million, au profit des tailleurs et des cordonniers en grève. Il fallait obtenir la permission du gouvernement. M. Goblet, le même qui vous a éconduit d'une si belle façon, était alors ministre de l'intérieur : on lui écrivit : ce pied-plat ne daigna pas accuser réception de notre lettre. Notre ami Deville lui consacra un article, terminant par ces mots : « Pour obtenir une réponse, fallait-il donc t'offrir un pot de vin de 100.000 fr., maroufle? » M. Goblet s'empressa de répondre.

Retournez au ministère; le temps est au beau. Offrez à M. Goblet la moitié de la recette de *Germinal*, qui sera

magnifique après tout ce tapage. Si la proposition est faite entre quatre yeux, vous m'en direz des nouvelles. On peut avoir la mission de protéger les intérêts de la classe capitaliste, mais il faut commencer par songer à ses intérêts personnels. — Chacun pour soi.

A L'ORDRE!

M. le pasteur Dide, sénateur du Gard, a triomphé bruyamment à Lyon de ce qu'il a appelé la défaite électorale des « irréflechis ou des exaspérés. »

« Si au lendemain de l'empire, — a-t-il dit, textuellement, — les partisans de la violence ont été, à Paris seulement au nombre de deux cent cinquante mille, après quinze ans de République ils n'ont été dans le département de la Seine que vingt mille environ. »

Et il a inscrit à l'actif de sa République cette « réduction de la légion de l'impatience et de la force brutale. »

Nous en sommes fâchés pour l'honnête pasteur; mais tout est faux dans sa démonstration, depuis les chiffres qu'il a cités jusqu'à la conclusion qu'il en tire.

Ce n'est pas deux cent cinquante mille combattants que la Commune de 1871 a groupés autour de son rouge drapeau, mais cinquante mille à peine. Et à ne compter que les voix réunies par Vaillant, ce n'est pas vingt mille mais quarante mille soldats que compte dès aujourd'hui à Paris le parti de la Révolution.

Quelle différence, d'autre part, dans la qualité des deux armées! Alors que les fédérés d'il y a quinze ans montaient la garde devant les milliards entassés dans les caves de la Banque et qui étaient leur bien, la propriété de la classe ouvrière à laquelle ils avaient été volés, les socialistes de 1885 qui ont scruté pour Vaillant ont affirmé, sur le nom de l'homme qui, en plein conseil municipal a osé proposer la suppression de la dette publique (1), leur résolution consciente de tout restituer à la nation prolétarienne.

On dansait et on soupait à l'Hôtel-de-Ville, l'année dernière, en faveur des « sans travail et sans pain » de Paris.

On tomboliserà — ou on jouera — cette année en faveur des « sans travail et sans pain » de Lyon.

La vanité des uns fournira les lots après les quels courra l'appétit des autres.

Ce n'est même plus l'aumône d'autrefois. En période capitaliste tout est matière à profit jusqu'à la charité, qui doit rapporter à ceux qui la font, se traduire en plaisir ou en gain.

SENARD LE TRANSPORTEUR

Libre à la bourgeoisie française d'oublier ses « sauveurs ». Notre prolétariat, lui, a la mémoire plus longue; et lorsque vient à disparaître un de ceux qui l'ont saigné en juin 48 ou en mai 71, il arrête le cercueil au passage pour le charger de ses malédictions.

Senard, dont le cadavre est parti dimanche pour Rouen, sans autre tambour et sans autre trompette que le *De Profundis* honteux de l'ex-député Ribot, fut un de ces bouchers civils qui doublèrent les bouchers militaires à la Cavaignac et à la Charras.

Si, comme Ferry, lors de la semaine sanglante, il ne s'écria pas : on n'en fusillera jamais assez; lorsqu'il y a trente-sept ans, le faubourg Antoine éventré n'était qu'un monceau de morts, Senard, alors président de l'Assemblée constituante, clamait : *Remercions Dieu! messieurs. Oh! que je suis heureux! huissiers, battez le palais pour assembler les représentants. Merci à Dieu!*

C'est à lui que « revient — selon l'expression de Causidière — l'invention de déporter outre-mer » — sans jugement — les vaincus de notre première guerre sociale. Il avait, disait-il, *puisé cette mesure dans son cœur.*

Nommé pour ce haut fait ministre de l'intérieur après que l'Assemblée eût décrété qu'il avait « bien mérité de la patrie », il fit voter d'urgence et presque sans discussion l'épouvantable décret de transportation, rappelant à l'ordre Pierre Leroux qui faisait appel à la clémence, comme il le devait plus tard repousser par son vote la proposition d'amnistie.

Il attachait son nom à la suppression des libertés de presse et de réunion et mérita d'être voué par Lamennais au « charnier où pourrissent les âmes cadavéreuses, les consciences mortes... »

(1) C'est ce projet de supprimer la dime que sous le nom de rente la grande France du travail paie à la petite France des faillants qui a fait esclure Vaillant de la liste de la *Justice*. « Jamais, s'est écrié M. Clémenceau, je ne figurerai à côté de l'auteur d'une proposition aussi subversive. »

Découverte inutile

L'Académie des sciences a été saisie, dans sa séance du 26 octobre, d'une découverte de MM. Himbert et Henry, relativement à la fabrication économique du gaz hydrogène.

Avec le nouveau procédé, dans le détail duquel nous n'avons pas à entrer, on obtient par tonne de coke 3,200 mètres cubes de gaz, contre 300 par tonne de houille avec le système actuel.

Si, au lieu d'être monopolisé par l'industrie privée, le gaz, était de fabrication sociale, il y aurait là pour ceux qui en usent une économie de 1,100 pour 100.

En régime capitaliste, au contraire, voici une découverte annulée. Étant donnée la convention intervenue entre la ville de Paris et la compagnie Dubochet, cette dernière n'a aucun intérêt à employer la nouvelle méthode, qui en conséquence, ne sera pas employée.

Aux termes du traité qui la lie, la richissime compagnie serait, en effet, contrainte de faire bonifier ses abonnés — ou ses exploités — de la réduction des frais de fabrication.

Et elle aime mieux fabriquer à 15 centimes le gaz qu'elle peut vendre 30, que de fabriquer à un centime et demi le gaz qu'elle serait obligée de vendre à trois centimes ou à deux.

Le profit est la loi et les prophètes en l'an de bourgeoisie 1885. Du moment qu'on gagne plus à fabriquer plus cher, on continuera à fabriquer plus cher. Et tant pis pour la science, cette empêchuse de voler légalement!

Les gens du monde, honteux de n'être bons à rien, consacrent aujourd'hui leur intelligence au perfectionnement de la langue. Non contents d'introduire des expressions anglaises dont ils comprennent mal le sens s'ils en estropient bien la prononciation, ils se mettent à créer des mots de leur propre cru. Il leur a fallu des années pour accoucher de *c'est v'lan!* *c'est pschutteux!* qu'ils remplacent maintenant par *c'est bécarre!* Oh! les bécasses!

Un ostréiculteur, après de nombreuses expériences vient de découvrir que les huîtres dont les coquilles sont parfaitement intactes peuvent vivre des deux mois hors de l'eau — si l'on incline légèrement le bord libre de la coquille. — La belle découverte! Est-ce que les salariés ne savent pas que les patrons qui ne sont pas même des huîtres mais des moules, vivent hors de l'eau?

Dans la chronique financière du *Gil Blas*, rédigée par un homme d'esprit, ce qui est rare de nos jours, nous cueillons les lignes suivantes; elles donneront à nos lecteurs ouvriers une idée de l'effet produit sur l'âme des boursiers par les troubles et les misères de cette société dont ils tirent cependant tant de jouissances.

« Séance dépourvue d'intérêt.... »

« On parle bien de troubles à Lyon. Les canuts s'agitent et menaceraient de faire grève... Mais on est blasé sur les grèves. Celle-ci, vraie ou fausse, n'entraîne que ce déplorable coq-à-l'âne : Ils *grèvent* de faim. »

« Et là-dessus on va prendre un bock! Charmant n'est-ce pas? »

« Mais que voulez-vous? Le *je menfoutisme* devient de plus en plus à la mode. On se fiche de la question d'Orient, on se fiche de la crise industrielle, on se fiche du péril social, on se fiche des complications possibles en Afghanistan, on se fiche de la Birmanie et du roi Thibo, on se fiche que les Hovas se fichent de nous. Bref on se fiche de tout, — sauf du cours de compensation de fin prochain. »

Et cependant, ce sont ces hommes indifférents à tout, excepté à leurs sordides intérêts de jeu, qui tripotent la fortune sociale et qui dominent le gouvernement légal de la France.

Pour prouver que les mouches sont douées d'intelligence, un naturaliste s'y prend de cette façon. Quand il est tracassé par plusieurs mouches bourdonnantes; il en empoigne une au vol, lui arrache une aile et la donne en exemple aux autres qui, profitant de la leçon, s'éloignent du bourreau de leur camarade.

Ce naturaliste applique aux insectes une méthode humaine. En 1793, les bourgeois emprisonnaient et décapitaient les nobles; ceux qui avaient le bonheur d'échapper au couperet de la guillotine, prouvaient leur intelligence en prenant la poudre d'escampette. La méthode est excellente et philanthropique : en effet elle réussit et permet à la masse des coupables d'échapper. Nous verrons si, lorsque la Révolution ouvrière l'appliquera aux bourgeois, ils donneront autant de preuve d'intelligence que les aristocrates — et les mouches.

LES RENTIERS

Art 3. — Suppression de la dette publique.
PROGRAMME DU PARTI OUVRIER.

Le rentier est plus heureux qu'un roi. Ce produit de la civilisation moderne est à l'abri de toutes les catastrophes qui peuvent atteindre les hommes dans n'importe quelles autres conditions. C'est pourquoi M. Clémenceau, qui baise Hérédia, ne saurait voir Vaillant qui veut abolir la rente.

Tout est bénéfique pour le rentier, les calamités publiques tournent à son avantage. En 1815, quand on connut à la Bourse le désastre de Waterloo, la rente monta; car, à choisir entre toute espèce de calamités publiques, le rentier ne voit rien d'aussi beau qu'une invasion. Il en fait ses choux gras. En 1871, par exemple, quand les Prussiens sont venus une seconde fois ravager le pays, à cette époque de misère tellement inouïe qu'on eut pendant six mois la permission de ne pas payer son propriétaire, on détrôna l'empereur; mais on paya les rentiers comme si de rien n'était.

Il y eut mieux. A la fin, parce qu'on avait besoin d'argent pour solder les 5 milliards que l'ennemi nous imposait pour frais de guerre, les rentiers, bons bourgeois, offrirent leurs économies à la patrie; seulement, comme elle agonisait, ils profitèrent du couteau allemand sur sa gorge et exigèrent un reçu de 100 francs pour les 86 qu'ils prêtaient à la France.

Les Prussiens sont partis emportant deux provinces, fiers de leurs 5 milliards qu'ils faisaient sonner bien haut. Les rentiers sont restés; ils n'ont pas eu de frais de guerre; ils n'ont jamais risqué un homme, ni brûlé une cartouche; ils gardent pourtant les châteaux les plus beaux, les champs les plus fertiles, les forêts les plus giboyeuses. Depuis que les Prussiens sont partis, ils ont reçu plus de 20 milliards, ils en attendent d'autres. Les rentiers sont les ennemis les plus odieux, les plus insatiables, ceux qu'aucune rançon ne saurait satisfaire.

Voyez-les devant un auditoire béat et trié. Ils sont candidats pour le bon motif. Ils parlent en termes émus « de la crise épouvantable que nous traversons »; ils déplorent « les suites douloureuses du funeste traité de Francfort »; ils s'alarment « des charges qui pèsent sur l'industrie française »; ils conseillent « les économies nécessaires, les sacrifices patriotiques que l'ouvrier devra s'imposer pour que la France, la première nation du monde, puisse rivaliser... etc., etc... »

Misérables! Ce qu'il y a d'épouvantable, c'est vous! Les suites funestes du traité de Francfort, c'est vous! Les charges qui écrasent l'industrie, c'est le tribut de un milliard 300 millions que vous prélevez sur elle chaque année! D'économies nécessaires il n'y en a point d'autre plus utile que votre suppression! De sacrifice à faire il n'y a que votre exécution — et le plus vite possible!

Ah! les radicaux pensent avoir réponse à tout quand ils ont dit: « Nos pères de 89 nous ont affranchis de la dime. » La vérité est que la dime n'était rien à côté du service de la dette publique. En somme, elle n'était que la prise d'un dixième sur des choses déterminées, comme les récoltes, les fruits; de nombreux produits échappaient à cet impôt; puis, dans une certaine mesure, on pouvait tricher, dissimuler un peu les quantités impossibles, ou attendrir le maître; et enfin là où il n'y avait rien, par suite de mauvaise récolte, de guerre, ou d'inondation, le noble et le moine perdaient leurs droits. Mais, aujourd'hui, comptez les 1,300 millions que l'on verse tous les ans aux rentiers de l'Etat, ajoutez-y les dettes municipales et particulières, élevez si vous le voulez la production à 15 milliards, réfléchissez que le rentier ne fait grâce devant aucun fléau, et comparez.

Certes les révolutionnaires de 1789 eurent raison d'abolir la dime, mais à notre tour d'avoir raison en continuant sur ces traces que l'on nous vante tant; n'épargnons pas ceux qui font pis que barons et chanoines.

Le bourgeois ordinaire est gonflé d'orgueil parce qu'il a une grande usine où l'été dès le matin, l'hiver avant le jour, ses ouvriers accourent de tous points s'atteler aux machines jusqu'à épuisement de force et de pensée, pendant que des petits garçons qui n'ont pas le droit de parler, trottent, glissent, galopent à travers courroies et engrenages, que des femmes travaillent dur et longtemps, et que d'autres mécaniques marchent, tout à son profit.

La propriété du rentier est bien plus belle. MM. Chagot, Schneider se flattent d'avoir asservi des provinces. L'usine du rentier, c'est la France, du nord au midi. Il en est le véritable maître, ne craignant ni grèves ni faillites; même avant qu'un sou de bénéfice soit rentré dans la caisse des Chagot ou des Schneider, le rentier, plus puissant qu'eux, a pris sa part. Tout paie la rente, car tout paie impôt, et la rente,

c'est le tiers de l'impôt. Le petit enfant, si petit qu'il ne peut encore servir à rien pour un patron, paye déjà le rentier. Le vieillard, si vieux que le patron qui l'a usé le rejette comme une guenille dont on ne peut rien faire, donne encore des rentes au rentier. Un ouvrier à Paris paie 80 fr. par an pour son rentier, c'est 8 fois plus que pour un chien qui aime son maître. Mangez ou buvez, travaillez ou flânez, vivez ou mourez, vous payez l'impôt, et l'impôt c'est la rente. La rente est faite de tous les labours, de toutes les joies, de toutes les agonies. La rente est le résultat de l'incessant travail, le produit du mouvement humain dont le plus pur vient, comme si c'était goutte à goutte, tomber en pièces d'or dans le gousset du rentier plus parasite qu'un pou.

La rente est la seule souveraine qui ait de fidèles partisans. Hervé la sert, Clémenceau la flatte: radicaux, opportunistes et monarchistes la révèrent. Seul le parti ouvrier pouvait et devait insérer dans son programme cet article qui ferait un programme à lui tout seul:

Suppression de la dette publique.

G. CRÉPIN.

LA CRISE A REIMS

La cessation de travail à la maison Rogelet.

Les ouvriers avaient consenti à reprendre le travail jusqu'à l'application du nouveau tarif qui ne devait avoir lieu qu'au premier novembre, et qui réduisait leurs salaires de 20 0/0: Les fileurs subissaient une perte de 1 fr. 20 par jour, les rattacheurs de 0,70, et les tisseurs de 0,80.

Le travail ne fut cependant pas repris dans les mêmes conditions, c'est ainsi que pour répondre à la menace d'affaiblissement de leur exploitateur, les ouvriers fileurs et rattacheurs qui avaient la mauvaise habitude de rentrer avant une heure pour se déshabiller et nettoyer leurs métiers, décidèrent qu'ils ne rentreraient désormais que lorsque l'heure sonnerait.

Ils s'attendaient tous à la porte, se mettaient en ordre, et au premier coup de la cloche, se rendaient à l'atelier en chantant la *Marseillaise*.

Les affiches arrachées.

Rien de plus ne se passa jusqu'au vendredi matin, au moment où le patron fit apposer les affiches annonçant la retonue de 20 0/0 qui serait faite à partir du 1^{er} novembre sur le salaire de tout le personnel.

A peine les affiches furent collées dans les placards que les métiers de la filature furent arrêtés; des groupes se formèrent, bientôt un cri d'indignation se fit entendre, puis le placard tombait brisé.

Bientôt les ouvriers du tissage se réunirent à ceux de la filature, un drapeau rouge fut déployé et fixé dans l'atelier, puis on se promena en bande en chantant la *Marseillaise* et la *Carmagnole*.

Tout d'abord les directeurs et contre maîtres voulurent intervenir, mais ils comprirent vite que devant cette union des exploités, le meilleur pour eux était de s'enfuir.

En un instant le travail fut arrêté partout, le commissaire central et quelques agents se montrèrent alors, mais ils ne purent entrer à la filature sans craindre pour leurs chères personnes.

Le soir on quitta l'atelier à l'heure habituelle, la police s'en rendit alors maîtresse.

Le drapeau rouge déployé. — L'autorité impuissante

Le lendemain vendredi, à 6 heures du matin, des agents pénétrèrent dans les ateliers; le commissaire central se promène dans la cour.

Bientôt cinq cents ouvriers arrivent; les portes sont fermées, la police les défend. Cependant un ouvrier se présente et demande à rentrer, il n'appartient ni au tissage, ni à la filature et a probablement à travailler, car la petite porte s'entr'ouvre pour le laisser passer.

Aussitôt dix mains vigoureuses empêchent qu'on la referme, le commissaire central en personne se présente, mais il n'est pas plus ménagé que ses agents, une vingtaine d'hommes passent; les agents arrivent cependant à refermer la porte, mais aussitôt ceux qui sont entrés ouvrent la grande porte, par où les ouvriers se précipitent en riant du désappointement de nos policiers ébahis.

Le drapeau rouge est alors arboré, un groupe nombreux l'entoure, le chant de la *Carmagnole* se fait entendre. Le commissaire central tente de placer un petit discours, il est interrompu par les huées; décontenancé il sort, se rend au poste du faubourg de Laon et revient peu après avec du renfort.

Ils veulent empêcher les ouvriers de se rendre à la filature mais ne peuvent réussir; quelques-uns même ayant essayé de se montrer à l'atelier doivent sortir précipitamment pour éviter les bobines et les rouleaux qui sont lancés vers eux.

Enfin, arrive M. Desteuque, l'adjoint actionnaire; il ne peut dire que quelques mots, couverts immédiatement par les cris de la foule.

De sept heures à huit heures, arrivent le sous-préfet, le maire Henrot, le capitaine de gendarmerie et une nuée d'agents et de mouchards.

Tout ce beau monde intimide peu les ouvriers, qui continuent de chanter la *Carmagnole* et de faire flotter le drapeau rouge.

Étonnés de cette attitude énergique, alors que jusqu'à ce jour on avait trouvé les ouvriers si *raisonnables*, sous-préfet, maire et adjoint s'éclipsent; les policiers eux-mêmes abandonnent la cour et vont se poster au dehors, où ils font circuler les curieux.

Les ouvriers, absolument maîtres chez eux, comme ils le disent non sans raison, font une nouvelle ronde dans les ateliers. Puis, l'heure du déjeuner étant arrivée, ils sortent au son de la cloche que l'un d'eux agite ironiquement.

On procède de la même façon pour la rentrée à dix heures.

A partir de ce moment, la police ne s'occupe plus de rien, les portes s'ouvrent, se ferment; un wagonnet qui se trouve dans la cour est mis en mouvement sur les rails. Bientôt 20

ou 25 personnes prennent place dessus et pendant plus d'une heure on traverse ainsi la cour.

La journée se passe ainsi, de temps en temps une voiture s'arrête, un actionnaire ou un magistrat en descend et comme chaque fois on apprend aux ouvriers que Rogelet ne veut rien céder, les huées redoublent et l'indignation va grandissant.

La nuit venue on se sépare en se donnant rendez-vous pour le lendemain.

La journée du samedi, les ouvriers tentent de rentrer aux ateliers; ils sont repoussés trois fois par les agents et les gendarmes. — Les coups de feu. — La charge, les arrestations.

Le samedi matin peu d'ouvriers se présentent, le mauvais temps les force à se disperser, ce n'est qu'à la rentrée de neuf heures que des groupes tentent de rentrer dans les ateliers; ils essaient en vain d'ébranler les portes qui ont été consolidées pendant la nuit au moyen de barres de fer; à l'intérieur se trouvent des gendarmes sabres en mains, de temps en temps, ils passent leurs sabres par les ouvertures de la porte pour en éloigner les assaillants, quelques coups de pieds brisent les lames qui sont ramassées puis jetées par dessus la porte sur le dos des gendarmes.

Le commissaire central, le maire, le sous-préfet, le procureur de la République se trouvent au coin de la rue Saint-Thierry; quelques ouvriers discutent avec eux et leur font entendre de dures vérités.

D'autres contournent la fabrique et réussissent à forcer une porte dans la rue des Romains; des agents de ville et des gendarmes essaient de leur barrer le passage, quelques uns d'entre eux sont vigoureusement poussés et descendent les escaliers plus vite qu'ils ne le voudraient.

Les ouvriers pénètrent dans la cour, se dirigent vers les ateliers; mais ils se trouvent bientôt en présence de nombreux gendarmes qui les menacent du sabre et du revolver, ils continuent à avancer.

Des coups de revolver sont alors tirés: les ouvriers ripostent à coups de pierres. Trois fois les policiers reculent, mais les pierres manquant, la cour est évacuée.

On retourne alors rue Saint-Thierry, et tant pour essayer d'entrer dans les ateliers que pour se procurer des munitions, on commence à démolir le mur.

Un tombereau chargé de briques passe: on l'arrête; les briques sont utilisées comme projectiles contre le gendarme et les agents qui continuent de se servir de leurs sabres et de leurs revolvers.

A ce moment apparaissent des brigades de réserves qui semblent avoir été préparées pour la besogne à accomplir. C'est en titubant et l'écume à la bouche qu'ils se précipitent sur la foule, on les reçoit toujours à coups de pierres.

N'ayant plus rien sous la main les ouvriers reculent; ils essaient de rentrer chez un marchand de matériaux mais ne peuvent réussir.

Des arrestations sont opérées; beaucoup résistent avec énergie, et quelques-uns parviennent à se débarrasser et à se sauver.

De nombreux agents ont été contusionnés. Du côté des ouvriers, on cite trois ou quatre blessés: l'un aurait reçu un coup de sabre qui lui aurait entaillé la figure, un autre un coup de pointe au front.

La foule augmente de plus en plus; on interdit alors l'entrée de la rue Saint-Thierry et des Romains.

Les arrestations

Puis commence le rôle des mouchards dont les ouvriers ne se sont pas assez méfiés, ces individus vont chercher à domicile ceux dont ils ont pris les noms, les font monter dans des voitures de place et les conduisent au bureau de police, puis au parquet.

Plus de trente arrestations sont faites de cette façon, d'autre part on enlève à droite et à gauche, un peu au hasard et cela pour intimider la foule qui murmure; un mot, un geste suffit pour que l'on vous entraîne.

On cite un pauvre diable ayant eu la malheureuse idée de jeter un os de lapin par la fenêtre qui aurait été arrêté et condamné à trois mois de prison.

Un autre, un pauvre vieux paysan, passant sur le pont du chemin de fer et voulant se rendre chez un de ses clients pour porter un sac de dravière, est arrêté, on veut l'empêcher de passer; lui qui ne comprend rien à la chose, proteste, on l'enlève, pour quelques heures après le condamner à 50 francs d'amende.

Les condamnations

Lundi, le tribunal correctionnel avait à condamner vingt et quelques personnes.

Les faits incriminés sont: « Avoir lancé des pierres et insulté les agents dans l'exercice de leurs fonctions. »

On reproche à beaucoup d'avoir appelé les agents paresseux, fainéants, vole-pain, il y en a même un qui est condamné pour outrage aux agents parce qu'il aurait dit: « Quoique gendarme vous ne m'arrêterez pas. »

Les journaux bourgeois se sont empressés de publier que la plupart des ouvriers arrêtés ne travaillaient pas à la maison Rogelet, ce que jusqu'à présent nous n'avons pu contrôler.

On a eu soin également de dire que les condamnations les plus fortes n'atteignaient pas les ouvriers en désaccord avec leur patron.

On nous assure cependant que trois ouvriers rattacheurs de la maison Rogelet auraient été condamnés à 10 mois de prison. Or, bien que nous n'ayons pu prendre de notes le jour de l'audience, il nous semble que quatre seulement ont été condamnés à 10 mois; à peu près autant à 8 mois, et les autres à 6 et 3 mois.

Il y a aussi quelques condamnations à un mois, quinze jours; et huit jours; une femme travaillant à la maison a été condamnée à 15 jours d'emprisonnement.

Précautions Policières

Pendant la nuit du samedi au dimanche il y a eu un grand déploiement de force dans le faubourg de Laon, d'heure en heure de nouvelles brigades de gendarmerie arrivent des villes voisines, la circulation est interdite dans les rues Mont-d'Arène, des Romains et Saint-Thierry.

Les agents et les gendarmes interpellent les groupes d'un air provocant.

Le lendemain dimanche, on se montre un peu moins sévère, de nouvelles arrestations sont pourtant faites.

La Situation

Les ouvriers ont tenu une réunion, mardi à 2 heures, au bal des Romains; ils rédigèrent un procès-verbal qui fut transmis

au sous-préfet, à cinq heures du soir, par les délégués choisis par la réunion.

Les fileurs et rattacheurs n'acceptaient aucune diminution, les tisseurs proposaient d'accepter une réduction de 10 0/0 sur les mérinos et les cachemires, mais demandaient une augmentation sur les nouveautés.

Après une assez longue discussion avec le sous-préfet, voici ce qui fut proposé en dernier lieu : Les tisseurs accepteraient une réduction de 10 0/0 sur les mérinos et cachemires et de 7 1/2 0/0 sur les nouveautés, les fileurs accepteraient aussi 10 0/0 de diminution et les rattacheurs 7 1/2 0/0.

Le sous-préfet s'engagea à transmettre ces propositions à M. Rogelet, et fixa un rendez-vous pour le lendemain à 11 heures.

Mercredi, le sous-préfet apprit aux ouvriers que M. Rogelet ne voulait rien céder; dans une réunion tenue le même jour par les ouvriers, il a été décidé de résister énergiquement aux exigences de ce monsieur.

On nous assure que l'autorité aurait fait des démarches près de M. Pierrard pour le prier de retarder l'affichage de son nouveau tarif, ce à quoi il aurait accédé, bien que son tarif soit prêt à afficher depuis plusieurs jours.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris. — Dans sa séance du 30 octobre, le Parti ouvrier (Agglomération parisienne) a décidé d'entrer en ligne aux élections qui se présentent.

Mandat est donné à son délégué à l'Union socialiste pour que, avant l'ouverture de la période électorale, les démarches nécessaires soient faites auprès des autres organisations socialistes en vue d'une action commune.

Le Secrétaire
L. MIGEON.

Le Président
J. LÉPINE

Saint-Quentin. — Les élections municipales complémentaires qui viennent d'avoir lieu ont été une véritable victoire pour notre parti ouvrier.

Nos amis Laurent et Langrand ont réuni 1,367 et 1,356 voix contre 2,446 et 2,359 données aux opportunistes Dufour et Flament-Horlville.

Les résultats du scrutin ont été accueillis aux cris de : Vive la Commune ! Vive la Révolution sociale !

Dans la soirée des groupes de travailleurs ont traversé la place de l'Hôtel-de-Ville et descendu la rue d'Isle en chantant la *Carmagnole*.

La police n'étant pas intervenue la manifestation s'est terminée dans le plus grand ordre.

Montluçon. — Le 27 doit venir, devant le tribunal de Moulins, le procès intenté par notre ami Dormoy à ses calomnieux de la *Démocratie du Centre*.

On sait ce dont il retourne.

Mesurant les socialistes à leur aune, les Lucien Deslinières et leur Vallet, qui ne comprennent que les convictions moyennant finances, ont, pendant la période électorale, accusé tout simplement les candidats du parti ouvrier d'être aux gages de la réaction monarchique.

L'ouvrier d'usine Dormoy était un républicain, un bon, tant qu'au péril de sa liberté, dupe des promesses d'un Chantemille et d'un Desboutin, il se compromettait pour la République bourgeoise.

Il n'est plus qu'un « vendu aux bonapartistes et aux orléanistes coalisés », du moment que, devenu ouvrier cordonnier à la suite de son expulsion de l'usine Saint-Jacques, il s'est donné tout entier au triomphe de la République ouvrière.

C'est à cette sauce qu'on l'a accommodé pendant quinze jours, en refusant systématiquement et le jury d'honneur qu'il réclamait et la réunion publique contradictoire à laquelle il provoquait ses insulteurs.

Aujourd'hui que le tour est joué, c'est-à-dire le scrutin fermé, la *Démocratie du Centre* fait l'innocente; elle balbutie des excuses.

Trop tard, messieurs !

Le vin est tiré, il faut le boire. Vous avez tout fait pour salir un des nôtres, un des meilleurs d'entre nous. Ces choses-là se paient; — et vous paierez !

Le plus joli, c'est que pendant que dans l'Allier le candidat du Parti ouvrier Dormoy était aussi bêtement que lâchement donné par les Deslinières comme à la solde de la monarchie, le candidat du même Parti ouvrier Guesde était, dans le Gard, dénoncé par les radicaux comme à la solde de l'opportunisme ou des républicains à la Deslinières.

Entendez-vous au moins entre vous, MM. de la classe capitaliste, lorsque vous avez à mentir !

ETRANGER

Amérique. — Nous extrayons d'une lettre d'un de nos correspondants, de St-Louis (Etat de Missouri) les détails suivants sur la grève des cochers et des conducteurs de tramways de cette ville : « Les grévistes sont si bien organisés qu'ils interdisent toute circulation. La compagnie a fait venir des conducteurs des autres villes; mais des escouades de 40 grévistes parcourent les rues; dès qu'un tramway est signalé, ils se mettent en mouvement, l'arrêtent, prient les passagers de descendre, donnent une volée au conducteur s'il fait mine de résister, détèlent les chevaux et renversent la voiture. La police se tient à l'écart, car elle a été solidement rossée en maintes circonstances. Vous devez comprendre dans quel état se trouve notre ville. On ne peut y circuler et nous sommes en pleine foire... Les gros commerçants ont

convoqué des meetings pour faire cesser cet état de choses si nuisible à leurs intérêts. Au lieu de prendre le parti des grévistes contre la Compagnie, ils les ont injuriés : l'un d'eux s'est écrié : « Il n'y a qu'un moyen d'en finir avec les grévistes, c'est de les prendre à la gorge et de les étrangler, jusqu'à ce qu'ils s'inclinent devant la majesté de la loi. » L'assemblée applaudit énergiquement l'orateur, mais pas un assistant ne fit mine d'aller prendre les grévistes au collet... On parle de faire venir la force armée... Il y aura du sang versé : les grévistes sont armés. »

— Les chevaliers du travail (*Knights of labor*) viennent de tenir leur assemblée générale à Hamilton, dans l'Etat de l'Ontario. Le rapport du secrétaire général constate l'existence de 7,041 section locales; le rapport du trésorier porte les recettes de l'année à 256,172 fr. et les dépenses à 203,435 fr.

L'assemblée a décidé qu'il fallait commencer un grand mouvement dans le pays pour la réduction de la journée de travail à huit heures : on ne doit pas s'inquiéter des salaires qui, quelques mois après l'établissement de la journée de huit heures, se releveront fatalement, à cause de la nécessité qu'auront les patrons d'employer tous les ouvriers en chômage à l'heure actuelle.

Angleterre. — Le meeting public tenu vendredi dernier au siège de la Ligue socialiste a voté à l'unanimité la résolution suivante :

Le meeting exprime son indignation contre le gouvernement britannique qui prépare la ruine et l'annexion de la Birmanie sous le plus injustifiable des prétextes, dans l'intérêt exclusif des commerçants et des voleurs d'Angleterre.

— D'après le statisticien anglais, M. Giffen, « la richesse nationale » de l'Angleterre s'est accrue, de 1875 jusqu'à 1884, de la somme énorme de 814,587,000 livres sterling plus de 20 milliards de francs. Le revenu annuel de la poignée de richards s'est accru en ce même temps, toujours d'après M. Giffen, de près d'un milliard. Mais la situation des ouvriers n'a fait qu'empirer.

Variétés

Manifeste communiste

III. — SOCIALISME ET COMMUNISME CRITICO-UTOPIQUE.

(Suite)

Mais les écrits socialistes et communistes renferment aussi des éléments critiques. Ils attaquent la société existante à ses bases. Ils fournissent, par conséquent, des matériaux d'une grande valeur pour l'instruction des ouvriers. Leurs propositions positives relatives à la société future, telles que la fusion de la ville et de la campagne; l'abolition de la famille, du gain privé et du travail salarié; la proclamation de l'harmonie sociale, de la transformation de l'état en une simple administration de la production, toutes ces propositions ne font qu'exprimer la disparition de l'antagonisme des classes : antagonisme qui commence seulement à se dessiner et dont les faiseurs de systèmes ne connaissent encore que la première phase informe et indéterminée. Aussi ces propositions n'ont-elles encore qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiste est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accroît et prend une forme, ce fantastique dédain pour la lutte, cette fantastique opposition à la lutte, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi, si sous bien des rapports des fondateurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes formées par leurs disciples sont toujours réactionnaires. Car ces disciples défendent les vieilles conceptions des maîtres contre l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc, au nom de la logique, à éliminer la lutte des classes, et à harmoniser les antagonismes. Ils rêvent toujours la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales, l'établissement d'un petit nombre de phalanstères, la création de colonies, et la fondation de petites Icaries — éditions in-douze de la nouvelle Jérusalem; — mais pour arriver à bâtir tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel à la philanthropie des sacoches et des cœurs bourgeois.

Petit à petit ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs, dépeinte plus haut, et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et par une foi superstitieuse dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à tout mouvement politique des ouvriers, qui ne peut provenir que de leur parfait manque de foi dans le nouvel évangile.

Les Owenistes en Angleterre, les Fourieristes en France réagissent, là contre les Chartistes, ici contre les réformistes.

IV. — POSITION DES COMMUNISTES VIS-A-VIS DES DIFFÉRENTS PARTIS DE L'OPPOSITION

D'après ce que nous avons dit plus haut (voir section II), la position des communistes vis-à-vis des partis ouvriers, déjà constitués, s'explique d'elle-même et partant leurs relations avec les Chartistes

en Angleterre et avec les réformateurs dans l'Amérique du Nord.

Les communistes combattent pour les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, en défendant le mouvement présent, ils représentent également le mouvement de l'avenir. En France, les communistes se rallient au parti démocratique-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit dans une révolution agraire la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire, le parti qui fit la révolution de Cracovie de 1846.

En Allemagne, le parti communiste combat avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement à l'égard de la propriété foncière et de la petite bourgeoisie.

Mais jamais, à aucun instant, ce parti ne néglige de développer chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme profond qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions sociales et politiques, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie; afin que, sitôt les classes réactionnaires de l'Allemagne détruites, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est sur l'Allemagne surtout que les communistes dirigent leur attention, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise et parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient au dix-septième, au dix-huitième siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saura être que le court prélude à une révolution prolétarienne.

En somme, les communistes appuient partout tout mouvement révolutionnaire contre l'état des choses sociales et politiques existant.

Dans tous ces mouvements ils mettent en avant la question de la propriété, quelle que soit la forme plus ou moins développée qu'elle ait revêtue, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout ordre social actuel.

Que les classes régnautes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre hors leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

FIN

L'HIVER DU PAUVRE

Les arbres de nos boulevards, bientôt dans le ciel gris ne profileront plus que leurs silhouettes dénudées; déjà ils perdent leurs dernières feuilles jaunes, qui, poussées par le vent d'octobre, vont en tournoyant joncher le bitume de leurs débris. Le soleil qui, dans les logis les plus pauvres, met toujours un rayon de joie, ne montre plus que rarement son disque d'or pâle. Alors, devant la tristesse de ces jours sombres, malgré soi on sent son cœur qui se serre : car c'est l'automne qui s'en va, c'est l'hiver qui vient.

Les heureux du monde, maintenant que les derniers beaux jours s'en sont allés, quittent en toute hâte leurs stations d'été pour rentrer à Paris. Le bourgeois, que son commerce tient attaché ici, se voit déjà, tandis que des tourbillons de vent soufflent avec violence dans les rues de la ville, les pieds sur les chenets, douillettement assis dans un large fauteuil, fumant un excellent cigare, puis la tête rejetée en arrière, un petit verre de liqueur à portée de sa main, écoutant la chanson du vent dans la cheminée. Oh ! les bonnes petites soirées qu'il se promet de passer autour de sa table de jeu ! Comme on voit bien qu'il est heureux de vivre, celui-là !

Tandis que les pauvres gens voient avec angoisse venir la saison la plus froide de l'année, il s'en réjouit, lui, l'égoïste. Ah ! l'hiver ! ce nom seul fait frémir, quand on songe aux déshérités de la vie qui luttent désespérément contre le froid et la faim. Les poètes ont pu le chanter, ils ont pu exalter les douceurs de la vie familiale qui vous réunit le soir autour du foyer; mais le pauvre, pour qui le foyer est éteint, pour qui la famille est une charge, que deviendra-t-il ? que fera-t-il.

Eh quoi ! ce n'est donc pas assez des fatalités de l'ordre économique, qui font que des milliers de malheureux sont jetés à la porte des ateliers par le manque de travail et battent lamentablement le pavé inhospitalier de la grande ville, ce n'est donc pas assez de cela, faut-il donc que les éléments s'en mêlent pour augmenter cette misère, alors que pour d'autres c'est la saison de tous les plaisirs, c'est Paris qui s'illumine, ce sont les équipages qui fourmillent plus pressés, les spectacles, les bals dont le malheureux, de loin, sous l'œil sévère du sergot, admire la ma-

gnificence extérieure, les grandes rampes de gaz qui éblouissent, les toilettes dont les parures jettent des milliers de feux ; et si, pressé par la faim, un traîne-cotte s'approche timidement d'une portière, immédiatement le sergot fait circuler toute cette canaille, dont la vue seule pourrait faire peur à la petite comtesse, toute rose enfouie dans ses dentelles toutes blanches, et dont on aperçoit la mignonne tête dans l'obscurité discrète de son coupé marron. L'hiver sera terrible, et chassé de la mansarde, le gueux viendra augmenter cette armée déjà si considérable des meurt-de-faim ; l'été encore on peut filer la comète, et le matin les Halles hospitalières voient quelquefois un pauvre disputer sur les tas d'ordures un vieux croûton de pain à un chien moins affamé que lui ; mais l'hiver, si l'on s'endort sur un banc, on risque bien de ne plus se réveiller, et, quoique malheureux, le pauvre tient à la vie par je ne sais quelle désespérance.

C'est souvent que vous les rencontrerez, ces blessés de la vie, ces déshérités du sort : ce sera tantôt une femme, dont les rides molles autour des yeux éteints, la peau ridée qui se colle aux saillies du visage, le corps qui se courbe et se déhanche, vous diront les longues veilles passées à finir des pantalons ou des chemises pour un salaire ridicule ; quelquefois cette femme traînera derrière elle des petits enfants grelottants de froid, dont les robes déchiquetées, rapiécées de chiffons de toutes couleurs, laisseront voir les jambes nues ; vous les rencontrerez à chaque détour de rue, implorant, avec la voix du désespoir, un morceau de pain. D'autres fois ce sera un ouvrier sans travail ; là-haut dans sa chambre le vent qui passe dans la cheminée sans feu et sous les portes mal jointes, fait un lugubre accompagnement aux cris de misère des enfants ; il est descendu pour essayer de trouver quelque chose, et il va, frissonnant sous ses haillons crevassés qui livrent à la bise glaciale ses chairs marbrées, il va l'œil hagard, ramassé sur lui-même, la tête basse, les mains cachées dans la poitrine ou enfouies dans les poches, traînant ses bottes sans semelles sur la terre durcie ; et quand après n'avoir rien trouvé il rentrera le soir, transi, harassé, les pieds saignants, que répondra-t-il à l'interrogation muette de sa femme et aux cris plus déchirants des petits ? Il serrera les poings comme tout à l'heure, lorsqu'il passait devant cette boulangerie dont la clarté vive inondait toute la chaussée de lumière, la boulangerie grasse et replète trônant au milieu de beaux pains dorés et affriolants.

Oh ! il l'aurait tuée cette femme dont l'insolent bonheur narguait sa misère, à lui qui avait toujours eu faim. C'est alors que l'on verra des pauvres dont la faim torturerait les entrailles, prendre ce que la société, cette marâtre, était incapable de leur donner, et quel est celui qui, parmi vous, oserait condamner ces hommes ? la faute n'en est-elle pas à cette société, qui prépare des révoltés quand elle refuse du pain aux déshérités ?

Mais quand enfin les travailleurs comprendront qu'il est inique, qu'il est injuste qu'après avoir toute sa vie souffert, sans se plaindre et sans une révolte, de la faim et du froid, qu'ils auront produit aussi longtemps sans avoir pu s'amasser même le peu d'argent qui pourrait leur permettre d'attendre en paix des jours meilleurs ; quand, après une crise comme nous en traversons une actuellement, tout travail aura cessé, que l'heure des réalités matérielles se dressera menaçante, que la hûche sera veuve de son dernier pain, que le foyer sera éteint, l'ouvrier se demandera comment il se fait que l'on puisse voir, à quelques pas du luxe, des gens dont le seul crime est d'être nés pauvres, soutenir cette horrible lutte des entrailles contre la faim ; alors seulement peut-être l'heure de la justice sonnera-t-elle, car le flot des affamés grossira, montant avec la force d'une marée ; l'édifice social tremblera, car ce ne seront plus seulement dans les carrefours et dans les faubourgs quelques ouvriers demandant humblement du travail, ce sera un peuple tout entier à qui tous les politiciens auront menti en lui promettant de faire son bonheur, et qui las de souffrir s'insurgera enfin contre cette vie de misère, demandant bien haut sa part de jouissances, qui, hâve et décharné par les diéttes de la veille, ne voulant plus supporter celles du lendemain, errera par les rues. Le prolétariat qui, jusqu' alors, aura été profondément égoïste, abandonnera ses foyers, les porte-bourses courront les faubourgs, sombres, inquiets, presque farouches, et devant chaque maison dont l'extérieur indiquera que là on ne souffre pas de la faim, ils feront halte, et demanderont du pain ! Au milieu de cette tempête de misère, les jeunes dont les entrailles seront plus cruellement tenaillées par la faim, traduiront leur épouvantable désespoir en criant bien haut leur colère et leur haine, et ce mot : Du pain ! résonnera sinistre en de pareils moments comme un glas de tocsin. Alors tomberont une à une, sous la poussée gigantesque de tout un peuple, le peuple du travail, les pièces de l'édifice social ; alors seulement peut-être viendra la belle, qui, en arrachant aux riches le grand outillage qui fabrique la misère et la douleur des uns, tandis qu'il fait la fortune et le bonheur des autres, donnera du pain aux affamés.

Camille SERVAYS.

Demandez à Paris

A LA MAISON DU

PONT-NEUF

RUE DU PONT-NEUF - PARIS

Le Nouveau Catalogue et les Gravures des Vêtements pour Hommes et Enfants.

1885 HIVER 1886

Envoi Gratuit et Franco

QUELQUES PRIX DU CATALOGUE

| | |
|---|--|
| PARDESSUS Draperie mode, doublure confortable. 17 fr. | COMPLETS Forte draperie indéchirable. 29 fr. |
| CÉRÉMONIE Complet drap noir fin. 35 fr. | FOURRURES Pardessus Col, Parements, Revers, vraie fourrure. 36 fr. |



| | |
|---|---|
| ENFANTS Pardessus Belle draperie. 7 fr. | ENFANTS Costumes Drap nouveauté. 5 fr. 75 |
|---|---|

Expédition franco de port dans toute la France à partir de 25 francs.
 DEMANDEZ LE CATALOGUE AUX DIRECTEURS DE LA MAISON DU **PONT-NEUF, PARIS**

CONVOCATIONS

Le Cercle socialiste révolutionnaire du neuvième arrondissement invite tous les citoyens soucieux de leurs intérêts à assister à ses réunions qui ont lieu tous les jeudis, salle Vallet, 21, rue de Bellefond.

Là, sont discutées par les membres du cercle et différents contradicteurs, les questions sociales qui intéressent à un si haut degré tous les travailleurs.

C'est de cette façon que les ouvriers hâteront l'avènement de la République sociale.

Pour le cercle,
Alain GOUZIEU.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour le développement de la Presse du Parti

Le Parti ouvrier possède aujourd'hui cinq organes : *Le Socialiste de Paris, la Défense des travailleurs de Reims, le Dshérité de Roanne, le Réveil du Forçat de Lille-Roubaix, la Défense des Ouvriers de Montluçon-Moulins.* L'existence de ces journaux est assurée grâce aux sacrifices que se sont imposés les militants du Parti pour leur fondation.

Le parti socialiste allemand n'a pu se développer et devenir la plus grande et la plus solide organisation socialiste qui ait encore été constituée, que parce que, avant la suppression de sa presse, il possédait plus de 60 journaux locaux.

Ce n'est que par la création d'organes locaux dans chaque région, dans chaque centre industriel, que notre parti pourra devenir un puissant parti national.

Nous faisons appel à tous ceux qui comprennent l'importance de l'œuvre que nous avons entreprise, et nous comptons sur leur dévouement à la cause révolutionnaire.

Pour la commission d'administration de la presse du Parti.

L'Administrateur délégué
L. HENNET.

P. S. — Les souscriptions doivent être adressées au citoyen L. Hennet, 17, rue du Croissant.

Ch. Damiens, marxiste, 0,50; — Un révolutionnaire, 0,50; — Citoyenne Bonneval, 1 fr. — D. Monier, ferblantier, L. Charette, relieur, Dunois, garçon limonadier, F***, instituteur; D. et M. Louis ébénistes, partisans de la propagande socialiste s'engagent à verser tous les mois une cotisation de 1 fr. — 1^{er} versement fait par Monier, 6 fr. — Trois réunions d'amis, 15,25; — Total, 23,25.

En vente aux bureaux du *Socialiste*, 17, rue du Croissant, Paris.

L'origine della Famiglia, della Proprietà privata e dello Stato, in relazione alle ricerche di Luigi H. Morgan, di Federico Engels.

Versione riveduta dall'autore di PASQUALE MARTIGNETTI.

2 lire

Lo sviluppo del socialismo dall'utopia alla scienza.
di F. ENGELS.
60 centesimi.

Ligue de la Protection des femmes, Jeudi, 5 Novembre, à 8 heures 1/2 du soir, rue Saint-Honoré, 67. — Urgence.

Publication du 1^{er} numéro du Journal, « *La Fédération des femmes*, » — Adhésions nouvelles à la Ligue — Remise des médailles des adhérentes à la *Fédération des femmes*.

Le 1^{er} Numéro du Journal *La Fédération des femmes*, organe de la *Ligue de la Protection des femmes*, petit journal hebdomadaire à 5 centimes, paraîtra dimanche prochain, 8 novembre. — Abonnement d'un an : Paris, 3 fr.; départements, 3 fr. 50. Bureaux, rue St-Honoré, 67, Paris.

Nous avons reçu les bonnes feuilles d'un ouvrage appelé à faire hurler le monde de la finance comme chiens qu'on fouaille.

Titre : *Les Rois de la République*, histoire des juiveries. Auteur : Auguste CHIRAC.

Dès que la place dont nous disposons nous le permettra, nous consacrerons à cette véritable descente dans l'enfer capitaliste l'étude qu'elle mérite.

REVUE FINANCIÈRE

J'ai prouvé par des chiffres que les départements et les villes auraient intérêt à s'adresser au Crédit Foncier pour emprunter, ainsi que le font, du reste, les petites communes modestes et sans ambition.

D'un autre côté, le public y trouverait avantage ; car il n'aurait pas à souscrire aux obligations de différentes catégories qui lui sont proposées, sans pouvoir se rendre compte exactement de l'état financier de l'emprunteur.

Le Crédit Foncier est plus apte à étudier le budget d'une ville ; il ne consentirait un prêt qu'à bon escient, et le public aurait là une garantie sérieuse qu'il n'a pas lorsqu'il prête directement. Certaines villes peuvent être entraînées dans une voie dangereuse par des municipalités prodigues et maladroites ; le Crédit foncier, en leur refusant des prêts supérieurs à leurs ressources, rendrait double service : 1^o aux populations qui éviteraient ainsi d'être forcées de payer après coup les boulettes de leurs conseils municipaux ; 2^o au public qui ne serait plus exposé à prêter son argent à l'aveuglette.

Il y a encore un autre avantage bien plus grand à centraliser toutes les opérations financières officielles dans un établissement contrôlé par l'Etat (en attendant qu'il en devienne le propriétaire), c'est celui d'enlever à un tas d'établissements de crédit plus ou moins sérieux un moyen de duper le public.

Ils font sonner bien haut qu'ils sont chargés du service de l'emprunt de tel département, de telle ville, et ils profitent de l'influence donnée par cette mission officielle pour exercer leur malhonnête industrie sur ceux qui viennent toucher leurs coupons à leur caisse. Les pauvres gogos entrent dans ces cavernes avec des titres sérieux, Ville de Paris ou autres, et sortent avec du papier sans valeur, titres d'emprunt grec, serbe, portugais, mines de guano, foncière lyonnaise, actions de compagnies d'assurances et de toutes sortes de sociétés irrégulières.

Le Comptoir d'Escompte fait le service de l'emprunt de la ville d'Amiens.

La Société Générale fait celui de la Ville de Blois, des emprunts 1877 et 1884 de la Ville de Lille, et de la Ville de Tourcoing.

Le Crédit Lyonnais, la Compagnie Algérienne, le Crédit Général français, et même des banquiers de second ordre sont chargés de semblables services.

M. Erlanger, escroc prussien, est chargé du service de l'emprunt 1863 de la Ville de Bordeaux ; c'est sans doute à l'aide de cette situation pompeuse qu'il a pu dévaliser tant de pauvres gens qui ont eu confiance en lui.

Il est indispensable de modifier ce système.

La Bourse de Paris

Mercredi 4 Novembre 1885.

Le retard apporté à la réunion de la conférence internationale à Constantinople pour le règlement de la question d'Orient et l'indécision qui règne dans les cercles politiques au sujet du programme sur lequel une majorité républicaine pourrait se former sont les deux causes principales de la baisse survenue aussi bien sur les fonds français que sur les valeurs étrangères.

De plus, un gros financier, le baron Hirsch, paraît-il, a vendu sa rente française pour acheter de la rente italienne. — Aurait-il déjà peur de la révolution sociale amenant la suppression du Grand-Livre ?

Le 3 0/0 a baissé à 79.30, mais il est probable qu'il remontera.

Les obligations du Crédit Foncier sont toujours recherchées sur le marché.

PENAUD

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

INSENSIBILISATEUR BOIVIN

EXTRACTIONS, GUÉRISON ET POSE DE DENTS SANS DOULEUR

Un docteur assiste aux opérations. Facilité de paiement.

PARIS, 31, rue SAINT-LAZARE

LE SOCIALISTE

COMITÉ DE RÉDACTION : G. Deville, R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue, A. Le Tailleur.

Est en vente à Lyon, chez MM. MELIN, 11, rue des Quatre Chapeaux; PAYAN, 73, rue Massena.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 fr. broché, 2 fr. 25 fr. richement relié (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^o contre 1 fr. 25.